

MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ENERGIE
DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE
SERVICE DE L' HYDRAULIQUE URBAINE

CAHIER DES CHARGES APPLICABLE A L'EXPLOITATION ET LA GESTION DES EQUIPEMENTS D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE

PREAMBULE

Dans ce qui suit on entend par:

- l'**AEP** : l'approvisionnement en eau potable ;
- le **CCAEP** : le présent cahier des charges ;
- l'**Administration** : Ministère chargé de l'Hydraulique ;
- la **collectivité locale** : la commune, ou toute autre structure légale ayant sur son territoire lesdits équipements d'AEP ;
- le **concessionnaire** : la personne physique ou morale ou toute autre structure choisie par l'Administration pour gérer lesdits équipements d'AEP.

TITRE PREMIER: DE L'OBJET ET DU CADRE LEGAL DU CAHIER DES CHARGES

CHAPITRE PREMIER: OBJET DU CAHIER DES CHARGES

ARTICLE 1

Le présent Cahier des Charges se rapporte à la gestion, l'entretien, la maintenance et le renouvellement de tous les équipements d'approvisionnement en eau potable existant sur le territoire national, exception faite de ceux relevant du domaine de la SONELEC.

Il s'agit notamment:

- des pompes à motricité humaine ;
- des stations de pompage villageoises ;
- des stations de pompage pastorales ;
- des réseaux d'AEP.

ARTICLE 2

Le CCAEP précise les obligations et les droits du concessionnaire qui découlent de la signature d'un contrat de concession couvrant un ou plusieurs systèmes d'approvisionnement en eau potable avec l'administration.

CHAPITRE 2: CADRE LEGAL DU CCAEP

ARTICLE 3

Le présent CCAEP est élaboré en application du décret N° 93 124 du 21 décembre 1993 portant définition des

conditions d'exploitation et de gestion des équipements d'approvisionnement en eau potable.

ARTICLE 4

Le présent CCAEP sera annexé à tout contrat de concession d'exploitation de système d'AEP passé entre l'administration et toute autre partie faisant office de concessionnaire.

Par le seul acte de signature d'un contrat, le concessionnaire reconnaît à ce CCAEP une valeur contractuelle et s'engage à respecter toutes ses clauses.

TITRE II: DES OBLIGATIONS DU CONCESSIONNAIRE

CHAPITRE PREMIER: MISSION DE FONCTIONNEMENT

ARTICLE 5

Le concessionnaire est chargé d'assurer le fonctionnement normal des équipements d'AEP.

Il doit notamment ,

i/ dans le cas des pompes à motricité humaine :

- protéger la pompe contre les mauvais usages ;
- stocker les pièces d'usure courante.

ii/ dans le cas des équipements électromécaniques :

- mettre en service les équipements d'exhaure (groupe électrogène, motopompe et accessoires...) dans les limites des horaires fixés par le contrat ;
- disponibiliser l'eau potable au niveau des points de vente publics pendant des horaires garantissant la satisfaction des usagers et en permanence au niveau des branchements privés dont la situation est régulière ;
- disposer du personnel nécessaire à un déroulement normal de ces tâches, ce personnel comprend au moins un opérateur machiniste par station de pompage et un fontainier par borne fontaine ou abreuvoir ;
- maintenir sur place un stock minimum des intrants nécessaires au fonctionnement (Art. 8) ;
- effectuer le traitement de l'eau si cela est stipulé dans le contrat et selon les dispositions qui y sont précisées.

iii/ dans le cas des équipements à énergie renouvelable :

- mettre en service les installations ;
- organiser la vente de l'eau potable au niveau des points de vente publics ;
- rationner la distribution d'eau en cas de rupture notoire de la source d'énergie (vent, rayonnements solaires).

ARTICLE 6

Sauf cas de force majeure, une interruption de distribution d'eau potable ne peut dépasser 24 heures. Si un tel délai est dépassé les clauses du Titre IV seront d'application.

ARTICLE 7

En cas d'incompatibilité entre les dispositions prévues aux alinéas 1 et 2 du paragraphe ii/ de l'Article 5 (demande importante et offre insuffisante), l'administration procédera aux réaménagements nécessaires.

ARTICLE 8

Dans le cas des équipements motorisés le stock minimum à maintenir sur les lieux doit au moins comporter:

- 250 litres de gas-oil ;
- 6 litres d'huile ;
- un jeu d'éléments de filtre à gas-oil, filtre à huile et filtre à air ;
- des courroies en nombre égal à celui prévu dans le groupe ;
- des fusibles en nombre égal et en qualité équivalente à ceux utilisés dans l'équipement ;
- une charge de batterie complète ;
- toutes autres pièces dont la liste aura été jointe au contrat.

Pour les autres types d'équipements, la liste sera annexée au contrat.

ARTICLE 9

L'utilisation des produits objet de l'Article 8 ne peut se faire qu'en cas d'extrême urgence, dans ce cas, leur remplacement se fera dans un délai ne dépassant pas 7 jours.

CHAPITRE 2: MISSION D'ENTRETIEN COURANT ET PREVENTIF

ARTICLE 10

Le concessionnaire s'engage à maintenir les équipements en état de fonctionnement normal ; à ce titre il assure leur entretien courant et préventif.

On entend par entretien courant le remplacement à terme des éléments à durée de vie limitée de chaque équipement conformément à la notice d'utilisation livrée par le constructeur.

On entend par entretien préventif la vérification de l'état des éléments fragiles ou exposés à l'usure et leur remise en état au cas où ils seraient défectueux ou en état d'usure avancé.

L'entretien préventif suppose aussi le nettoyage et le

dépoussiérage des installations.

ARTICLE 11

L'entretien courant des groupes électrogènes consiste à:

- effectuer la vidange ;
- remplacer les cartouches à huile et à gas-oil ;
- remplacer les éléments de filtre à air.

Cette opération doit respecter une périodicité, exprimée en heures de fonctionnement, égale à 70% de celle indiquée par le constructeur qui varie de 200 à 300 heures de fonctionnement.

L'opérateur machiniste devra être nécessairement capable d'effectuer ces tâches.

ARTICLE 12

L'entretien préventif couvre notamment,

i/ dans le cas des équipements à motricité humaine:

- la vérification périodique de l'état des éléments superficiels (bagues, joints, pédales...) ;
- le nettoyage de l'environnement immédiat de la pompe et l'élimination des boursiers.

ii/ dans le cas des équipements motorisés:

- la vérification de l'état de la batterie (charge, cosses, bornes) ;
- la vérification de l'état des coffrets et armoires électriques (efficacité des fusibles, connections électriques, valeurs des tensions et courants fournis par le groupe...) ;
- la vérification de l'état des différents voyants (pompe en marche, défaut pompe, manque eau ...) et indicateurs (tension, courant, fréquence...) ;
- la vérification des systèmes d'automatismes ;
- la vérification de l'état des éléments du groupe susceptibles d'être déréglés par les vibrations.

iii/ dans le cas des équipements solaires:

- le nettoyage périodique des panneaux solaires;

iv/ dans le cas des éoliennes:

- le graissage des parties mobiles;
- le freinage de l'éolienne pour éviter le déjaugage de la pompe;
- le serrage périodique de la boulonnerie.

CHAPITRE 3: MISSION DE MAINTENANCE

ARTICLE 13

Le concessionnaire prend à sa charge la maintenance des équipements d'AEP.

La maintenance sous-entend l'acquisition des pièces de rechange, la prise en charge des frais de logistique et frais de personnel.

ARTICLE 14

On distingue 2 niveaux de maintenance,
i/ la maintenance lourde:

- révision de moteur ;
- intervention sur la pompe d'injection ;
- intervention sur la génératrice ;
- remplacement de relais ou de coffret ;
- intervention sur l'électropompe.

ii/ la maintenance légère:

- toute autre intervention de dépannage.

ARTICLE 15

Le concessionnaire doit impérativement disposer d'un agent capable d'assurer la maintenance légère ; cet agent, qui peut être l'opérateur machiniste, est nécessairement agréé au préalable par l'administration.

ARTICLE 16

La maintenance lourde est à la charge du concessionnaire ; il doit pour ce faire disposer des moyens matériels (outillage, atelier...) et humains (techniciens...) nécessaires à l'accomplissement de cette mission.

Tant que l'administration juge le concessionnaire inapte à assurer la maintenance lourde, celui-ci doit sous-traiter cette activité à une personne physique ou morale spécialisée en maintenance ; cette personne est nécessairement agréée au préalable par l'administration.

Le contrat de sous-traitance ne peut en aucun cas entrer en vigueur avant d'être approuvé par l'administration.

ARTICLE 17

Dans le cas des équipements à énergie renouvelable, la maintenance lourde et légère est impérativement sous-traitée à la (aux) personne(s) agréée(s).

CHAPITRE 6: MISSION DE RENOUVELLEMENT

ARTICLE 18

Le coût du renouvellement des équipements doit être intégré dans la structure du prix de l'eau.

La part correspondante doit être versée par le concessionnaire dans le compte du Trésor N° 933 36.

On entend par renouvellement le remplacement de tout ou partie des équipements cités à l'Art. 19 devenus hors usage par des équipements neufs de caractéristiques identiques.

ARTICLE 19

Les équipements concernés par le renouvellement sont,
i/ dans le cas des pompes à motricité humaine:

- la pompe ;
- la fontaine ;
- les flexibles.

ii/ dans le cas des équipements motorisés:

- le groupe électrogène ;

- l'électropompe ;
- les accessoires électriques (armoires et coffrets électriques, câbles électriques, sondes...) ;
- la colonne d'exhaure ;
- les accessoires de réseau (vannes, ventouses, clapets, compteurs, système anti-bélier, système de traitement, petite robinetterie...).

iii/ dans le cas des équipements solaires:

- l'onduleur;
- la pompe;
- les accessoires divers (boîte de dérivation).

iv/ dans le cas des équipements éoliens:

- l'ensemble des éléments à l'exception du mât.

ARTICLE 20

Le renouvellement de tout ou partie des équipements en objet peut être fait à la demande du concessionnaire ou l'administration.

Dans un cas comme dans l'autre, le renouvellement ne peut être effectué que suite à une expertise technique, faite par les techniciens de la Direction de l'Hydraulique en présence du concessionnaire.

CHAPITRE 7: MISSION DE GESTION TECHNIQUE DES RESEAUX

ARTICLE 21

Le concessionnaire prend à sa charge la gestion technique des réseaux qui lui sont confiés.

Il s'agit notamment de :

- la gestion et le suivi des forages ;
- la gestion technique des bornes fontaines et celle des abonnés ;
- l'entretien du réseau et celui des ouvrages.

ARTICLE 22

Quand cela est prévu dans le contrat, le concessionnaire s'engage à effectuer le traitement chimique de l'eau conformément aux indications du contrat et aux règles de l'art.

En tout état de cause, il est responsable de la potabilité de l'eau et des conséquences que pourrait comporter la distribution d'une eau non potable.

Toutefois, sa responsabilité n'est pas engagée si une telle situation résulte d'une décision des autorités compétentes pour des raisons liées à l'inexistence de ressources fiables de bonne qualité.

Le concessionnaire devra maintenir sur site les produits nécessaires au traitement chimique de l'eau.

Il prend à sa charge le prélèvement d'échantillons destinés à l'analyse qu'il doit fournir à l'administration.

ARTICLE 23

Le concessionnaire est tenu d'assurer le suivi piézométrique des forages qu'il exploite.

Ce suivi consiste à relever:

- le niveau piézométrique au repos une fois par semaine;
- le niveau dynamique à la fin du pompage une fois par semaine ;
- le débit d'exploitation une fois par semaine.

ARTICLE 24

Le concessionnaire tient le *tableau de bord* de l'exploitation technique du réseau en consignait au moins une fois par mois les informations suivantes:

- débit d'exploitation = volume mensuel pompé / nombre d'heures de fonctionnement par mois ;
- consommation moyenne = consommation mensuelle en gas-oil / nombre d'heures de fonctionnement par mois ;
- rendement technique = cumul des consommations mensuelles aux compteurs divisionnaires / volume mensuel pompé ;

ARTICLE 25

Le concessionnaire assure l'entretien et éventuellement la maintenance du réseau.

i/ l'entretien et la maintenance des canalisations consiste à:

- effectuer les déblayages et remblayages en cas de nécessité ;
- réparer les fuites et les cassures qui peuvent survenir.

ii/ l'entretien et la maintenance du château d'eau consiste à:

- assurer une visite annuelle du réservoir ;
- vidanger le réservoir et le nettoyer une fois par an ;
- sabler et repeindre les zones affectées par la corrosion dans le cas des réservoirs métalliques (les peintures seront de type époxy chromées anti-corrosives) ;
- effectuer si besoin la reprise de l'étanchéité de la cuve.

iii/ l'entretien des vannes consiste à:

- manipuler les vannes une fois tous les 3 mois ;
- vérifier que les vannes ne sont pas fermées à fond ;
- appliquer une couche de peinture sur le corps des vannes une fois tous les 3 ans ;
- remplacer les joints en cas de fuite.

iv/ l'entretien des ventouses consiste à:

- purger les ventouses une fois tous les 3 mois ;
- remplacer les joints en cas de fuite.

v/ l'entretien des bâtiments et ouvrages de génie civil consiste à:

- réparer les fissures qui peuvent apparaître;
- réparer les toitures et la menuiserie en cas de défectuosité ;
- repeindre les bâtiments une fois tous les 3 ans.

ARTICLE 26

Toute extension de réseau, addition de borne fontaine ou exécution de branchement nouveau doit être soumise au préalable à la Direction de l'Hydraulique qui donne son avis après étude.

ARTICLE 27

Les travaux cités aux articles 25 et 26 ne peuvent être exécutés que par une personne physique ou morale agréée par l'administration pour l'exécution de ce genre de travaux.

Ces travaux sont obligatoirement exécutés conformément aux règles de l'art.

CHAPITRE 8: MISSION DE GESTION ADMINISTRATIVE ET PROCEDURES DE GESTION

ARTICLE 28

Le concessionnaire se charge de tous les aspects de gestion administrative et de la mise en place des outils nécessaires au déroulement des procédures de gestion.

Toute intervention sur le réseau doit être consignée sur un registre prévu à cet effet. Les consommations en gas-oil, huile, produits destinés au traitement, etc. ainsi que les changements de pièces (filtres, courroies, etc.) doivent y être reportés.

ARTICLE 29

Le concessionnaire doit disposer d'un siège ou d'une adresse connu de l'administration. Il se charge de porter à la connaissance de l'administration toute information utile en rapport avec sa mission. A ce sujet, il est souhaitable que le concessionnaire dispose d'un système de communication par radio émetteur-récepteur.

ARTICLE 30

Le concessionnaire recrute son personnel et le gère conformément aux dispositions de la convention collective.

La liste et les qualifications de ce personnel doivent être portées à la connaissance de l'administration.

Les fontainiers peuvent être liés au concessionnaire par un contrat de sous-traitance ; dans ce cas ils seront considérés comme des abonnés rémunérés par déduction à la source d'une marge bénéficiaire fixée au M3.

ARTICLE 31

Les procédures de gestion seront impérativement conformes aux outils de gestion dont les spécimens sont fournis par l'administration au concessionnaire et en particulier:

- le modèle de facture ;
- le modèle d'abonnement ;
- le modèle de fiche technique d'entretien ;

- les modèles de registres (exploitation technique et financière...);
- le modèle du cadre du tableau de bord d'exploitation technique.

CHAPITRE 9: MISSION DE GESTION FINANCIERE

ARTICLE 32

Le concessionnaire se charge des aspects de gestion financière se rapportant aux prestations qui lui sont concédées dans le cadre du contrat et du présent cahier des charges.

ARTICLE 33

En préalable à la signature du contrat, le concessionnaire doit créditer le compte des "dépôts et consignations" au niveau du Trésor Public d'un montant correspondant à la caution.

Le montant de cette caution est de:

- 50.000 UM pour une station de pompage villageoise ou pastorale ;
- 100.000 UM pour un réseau d'AEP ;

Dans le cas des pompes éoliennes et stations de pompage solaires la caution doit être intégrée dans le cadre du contrat de maintenance signé avec le concessionnaire.

ARTICLE 34

Le concessionnaire se charge de la collecte des recettes provenant de la vente de l'eau.

Les recettes des bornes fontaines comme celles des branchements particuliers font obligatoirement l'objet de factures établies sur la base des index des compteurs.

ARTICLE 35

Les parts correspondant aux frais de fonctionnement et d'entretien ainsi que la rémunération du concessionnaire sont versées dans le compte de celui-ci. Le concessionnaire mouvemente librement ce compte. Toutefois, l'administration peut vérifier à toute fin utile l'utilisation de ces fonds.

Si le concessionnaire assure lui même la maintenance ou paie à la tâche les interventions de maintenance à un sous-traitant, la part réservée à la maintenance sera versée dans le même compte et gérée dans les conditions du paragraphe précédent.

Si, par contre, le sous-traitant est rémunéré forfaitairement, cette part devra être virée intégralement dans le compte du sous-traitant.

La part réservée au renouvellement est versée dans le compte du Trésor N° 933 36, prévu à cet effet, mouvementé par l'administration.

Les taxes diverses (taxe communale, etc...) sont affectées aux ayants droit contre récépissé.

ARTICLE 36

Pour une période de facturation donnée (1 à 3 mois), les montants réservés à la maintenance, au renouvellement, aux taxes diverses sont égaux au produit des trois éléments suivants:

- le pompage total correspondant à ladite période ;
- la part réservée au poste concerné dans la décomposition du prix du M3;
- le rendement technique du réseau.

ARTICLE 37

La gestion financière interne du concessionnaire concerne, entre autres, l'engagement des dépenses relatives aux frais d'acquisition des intrants de fonctionnement et d'entretien ainsi que les frais de personnel et de logistique.

Si le paragraphe 2 de l'article 35 est d'application, cette gestion prendra en compte les dépenses inhérentes à l'acquisition des pièces de rechange et la rémunération de la main d'œuvre.

ARTICLE 38

Le concessionnaire est tenu d'appliquer strictement le prix de l'eau fixé par l'administration.

Il ne peut en aucun cas modifier ce prix sans l'accord préalable de l'Administration.

ARTICLE 39

Le concessionnaire établit annuellement un bilan financier de l'exercice écoulé et un projet de compte prévisionnel d'exploitation qu'il soumet à l'approbation de l'administration.

L'approbation du compte prévisionnel prend en compte le rendement général du réseau.

TITRE III: DU ROLE DE L'ADMINISTRATION ET DU ROLE DES COLLECTIVITES LOCALES

CHAPITRE PREMIER : ROLE DE L'ADMINISTRATION

ARTICLE 40

L'administration demeure propriétaire des équipements d'AEP. A ce titre, elle assure le suivi administratif technique et financier de la concession.

ARTICLE 41

L'Administration suit et contrôle notamment :

i/ sur le plan administratif :

- les conditions de recrutement et les compétences du personnel du concessionnaire ;
- les procédures de gestion.

ii/ sur le plan technique :

- les conditions de fonctionnement des équipements ;

- les conditions d'entretien des équipements ;
- les conditions de maintenance des équipements ;
- les conditions de gestion technique du réseau.

iii/ sur le plan financier :

- l'application du prix de l'eau et la facturation ;
- l'alimentation des comptes destinés à la maintenance et au renouvellement ;
- la vérification du bilan et l'approbation du compte d'exploitation.

ARTICLE 42

Pour assurer sa mission de suivi et de contrôle, l'administration effectue périodiquement des missions techniques sur le terrain ; le concessionnaire est tenu de faciliter le travail de ces missions.

CHAPITRE 2: ROLE DES COLLECTIVITES LOCALES

ARTICLE 43

La collectivité locale bénéficiaire du système d'AEP veille à l'application du présent CCAEP dans les conditions définies par les articles 44 et 45.

ARTICLE 44

La collectivité veille en particulier sur la qualité du service en s'assurant que les horaires de distribution de l'eau répondent aux besoins des usagers et que la potabilité de l'eau n'est pas remise en cause par une négligence du traitement ou une pollution quelconque.

Elle veille à l'application du prix de l'eau et d'une façon générale au respect par le concessionnaire des clauses énoncées dans le titre précédent.

ARTICLE 45

En tout état de cause, en cas de non respect des dispositions du présent CCAEP, le rôle de la commune consiste à avertir le Ministère chargé de l'Hydraulique d'une telle situation et à en informer son autorité de tutelle.

TITRE IV: DES DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES ET PENALES

CHAPITRE UNIQUE : DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES ET PENALES

ARTICLE 46

En cas de non respect de tout ou partie des engagements du concessionnaire, l'administration peut:

- soit le mettre en demeure de remédier à cette situation dans un délai qu'elle fixe librement ;
- soit appliquer tout ou partie des mesures coercitives ou pénales objet des articles 49 à 51 ci-dessous.

ARTICLE 47

Sont considérées, en particulier, comme fautes graves:

- une rupture prolongée de la distribution de l'eau, sauf cas de force majeure ;
- une négligence manifeste des conditions d'entretien et de maintenance;
- le non respect des normes du traitement de l'eau ;
- toute augmentation non autorisée du prix de vente de l'eau ;
- une rupture de l'approvisionnement du compte destiné au renouvellement et éventuellement celui destiné à la maintenance ;
- toute autre faute ou insuffisance pour laquelle le concessionnaire a été mis en demeure sans réaction de sa part.

ARTICLE 48

Est considérée comme cas de force majeure:

- un épuisement de la ressource d'eau;
- des dégâts importants dus à une intempérie ou à un quelconque fléau naturel.

ARTICLE 49

En cas de faute grave le concessionnaire est passible de tout ou partie des mesures coercitives suivantes, sans préjuger des mesures pénales éventuelles, sans qu'il puisse élever aucune protestation:

- confiscation par l'administration de la caution du concessionnaire ;
- prise en charge par le concessionnaire des frais inhérents à la réparation des dommages occasionnés par sa faute.

ARTICLE 50

En cas de confiscation de la caution suivant les conditions de l'article précédent, le concessionnaire est tenu de la renouveler dans un délai ne dépassant pas dix jours.

ARTICLE 51

En cas de défaillance ou si deux fautes graves sont enregistrées ou si enfin le concessionnaire s'abstient de se plier aux conditions des articles 49 et 50 ci dessus il sera passible des mesures suivantes:

- dénonciation unilatérale du contrat par l'administration sans préavis;
- confiscation par l'administration des biens financiers, mobiliers, immobiliers et divers du concessionnaire à concurrence des montants jugés nécessaires et suffisants pour réparer les dommages subis par la faute du concessionnaire.

ARTICLE 52

Chaque partie peut dénoncer unilatéralement le contrat pour des raisons qui lui sont propres ; toutefois ceci nécessite un préavis d'au moins trois mois.

Dans ces conditions un constat des lieux sera effectué par les deux parties au moment de la remise des équipements à

l'administration, en se référant à l'état des lieux initial.

Les stocks non épuisés de pièces détachées ou intrants dont la présence justifiée a été signalée et vérifiée au plus tard dans un délai de 15 jours à compter de la notification du préavis seront remboursés au concessionnaire.

ARTICLE 53

Les investissements physiques autorisés (extensions de réseau, bâtiments...) engagés par le concessionnaire ayant fait l'objet de contrat séparés seront restitués à l'administration suivant les dispositions des ces contrats en cas de dénonciation du contrat de concession dans les condition de l'article précédent.

ARTICLE 54

En cas de litige, et en l'absence d'une solution à l'amiable, les différends seront portés devant les juridictions compétentes.

ARTICLE 55

L'Administration peut modifier ou compléter le présent CCAEP, en cas de besoin.

Les concessionnaires qui se verraient lésés par de telles modifications peuvent recourir aux dispositions de l'article 52.

TITRE V: DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES

CHAPITRE UNIQUE : DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ARTICLE 56

Les taux de rendement technique des réseaux sont considérés provisoirement supérieurs ou égaux à:

- 95% si la mise en service du réseau est inférieure à 2 années ;
- 90% si la mise en service du réseau est comprise entre 2 ans et 4 ans;
- 85% si la mise en service du réseau est supérieure à 4 années.

Ces rendement seront réévalués sur la base des données réelles après une année d'exploitation.

ARTICLE 57

Tant que les opérateurs privés et en particulier les concessionnaires n'auront pas requis les compétences et les moyens leur permettant d'assurer convenablement la maintenance, celle-ci sera assurée par les services techniques de la Direction de l'Hydraulique.

ARTICLE 58

Les provisions destinées à la maintenance seront dans ce cas versées dans le compte du Trésor Public N° 933 36 pour permettre à la Direction de l'Hydraulique de couvrir les frais inhérents à cette mission.

Seul le Ministère de l'Hydraulique et de l'Energie est compétent en matière d'utilisation des fonds ainsi constitués sans obligation pour lui de rendre compte au concessionnaire.